



## OUZBÉKISTAN : UNE INDÉPENDANCE RENFORCÉE ET DES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION NOUVELLES

### Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Asie centrale à Tachkent, Boukhara, Samarcande et Khiva

30 août au 6 septembre 2021

Invitée par le Sénat de la République d'Ouzbékistan, à l'occasion des cérémonies du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance du pays, une délégation du groupe France-Asie centrale, conduite par M. Hervé Maurey, président du groupe d'amitié, et composée de M. Rachid Temal, président délégué pour l'Ouzbékistan, de M. Louis-Jean de Nicolaÿ, vice-président, et de Mme Kristina Pluchet, membre du groupe d'amitié, s'est rendue à Tachkent, Khiva, Boukhara et Samarcande, du 30 août au 6 septembre.

Accueillie au lendemain de son arrivée par le Sénat ouzbek, la délégation a également reçu un excellent accueil dans les trois gouvernorats qu'elle a visités : Khorezm (région de Khiva), Samarcande et Boukhara. Les autorités locales ont toutes fait part de leur souhait de renforcer la coopération de leurs gouvernorats avec des régions françaises.

La mission sénatoriale a été également marquée par le contexte particulier de la crise afghane, évoquée par l'ensemble des interlocuteurs de la délégation à Tachkent. L'Ouzbékistan, qui a une frontière commune au Sud de 150 km avec l'Afghanistan, avait abattu 15 jours avant l'arrivée de la délégation, un avion de l'armée régulière afghane qui tentait de franchir la frontière.

#### **I.- Le nouveau visage de l'Ouzbékistan au 30<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance**

Le 31 août, la délégation a participé aux cérémonies du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance.

À cette occasion, le Président Myrzioviev a prononcé un long discours faisant le bilan des réformes engagées par le pays au bénéfice de la population : libéralisation de l'économie, qui se traduit par des privatisations dans plusieurs

secteurs, accroissement du rôle du parlement et de son contrôle sur l'action du gouvernement, développement et libéralisation des médias, ouverture internationale et pacification des relations avec les pays voisins, etc. À moins de deux mois des élections présidentielles du 24 octobre, qui l'ont reconduit dans ses fonctions dès le premier tour avec plus de 80 % des voix, le Président sortant s'est engagé à poursuivre ces réformes et les amplifier afin de conforter les progrès réalisés dans le domaine social et économique et garantir l'indépendance et la sécurité du pays.



La délégation autour du vice-ministre des Affaires étrangères en charge de l'Europe devant le monument du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance

Le Président Myrzioviev, dans son discours, a mentionné son entretien avec le Président de la République Emmanuel Macron, le 30 août, et salué la délégation sénatoriale, seule délégation étrangère officielle présente à cette occasion. Lors du dîner officiel qui a suivi, la délégation sénatoriale a été saluée par le ministre des Affaires étrangères, M. Abdulaziz Kalimov, et s'est entretenue avec le conseiller spécial pour l'Afghanistan du Président de la République.

Lors de son entretien avec la délégation, **M. Farkhod Arziev, premier vice-ministre des Affaires étrangères**, a souligné l'importance du partenariat stratégique avec la France, en particulier dans les domaines économique, scientifique et technique. La visite du Président de la République ouzbek en France en 2018 a donné une impulsion décisive à la relation bilatérale. La venue du ministre du Commerce extérieur Franck Riester au mois de mai et l'échange téléphonique avec le Président français la veille des cérémonies d'indépendance a ouvert de nouvelles perspectives, en particulier dans le domaine économique. La venue en Ouzbékistan du Président français constituerait un pas supplémentaire attendu.

L'entretien avec l'ambassadrice de l'Union européenne en Ouzbékistan, **Mme Charlotte Adriaen**, a confirmé le virage réformiste pris par l'Ouzbékistan. Il a été également l'occasion d'évoquer l'ensemble des programmes européens mis en œuvre en Ouzbékistan.

## **II. La crise afghane : quel impact pour l'Ouzbékistan ?**

Les interlocuteurs rencontrés par la délégation sénatoriale se sont inquiétés de la situation en Afghanistan.

Quinze jours plus tôt, les Talibans avaient pris le pouvoir et étaient sur le point de constituer un gouvernement. L'ancien Président Karzai et le Président du Parlement Abdullah Abdullah avaient été placés en résidence surveillée.

Alors que l'Ouzbékistan avait développé de bonnes relations avec le pouvoir en place, avec des perspectives de développement économique importantes, l'arrivée des Talibans complique l'équation diplomatique ouzbèke dans la région, sans pour autant remettre en cause ses objectifs : poursuivre le développement de la ligne de chemin de fer entre Tachkent et Peshawar pour ménager un accès au Golfe d'Arabie et développer les relations économiques avec son voisin, tout en sécurisant sa frontière Sud longue de 150 km, dans la région de Termez.

### **A – Le souhait d'un dialogue constructif avec le voisin afghan**

À l'issue des cérémonies d'indépendance, la délégation a eu un entretien informel avec le conseiller spécial du Président ouzbek pour l'Afghanistan M. Esmatullah Ergashev.

Les sénateurs ont retenu de cet échange que les autorités ouzbèkes n'ont jamais rompu le lien avec les Talibans et entendent ménager de bonnes relations avec leurs voisins afghans. À cet égard, l'Ouzbékistan apparaît comme le pays de la région le plus ouvert au dialogue avec les Talibans.

Contrairement aux autorités du Tadjikistan, qui ont dit n'accorder aucun crédit à la parole des Talibans, les autorités ouzbèkes, font le pari risqué d'un dialogue qu'elles veulent constructif afin de poursuivre les projets de coopération engagés avec leur voisin afghan.

Preuve de cette relation de proximité, M. Ergashev a dit avoir été invité à assister à l'installation du gouvernement taliban. Il n'était pas certain de s'y rendre mais si tel était le cas, sa présence ne signifierait pas pour autant que l'Ouzbékistan soit disposé à reconnaître le gouvernement taliban sans conditions.

M. Ergashev a d'ailleurs fait part à la délégation de ses inquiétudes au sujet de l'éviction progressive, parmi les mujahidins et au sein de l'armée, des représentants non pachtounes.

Il a détaillé les trois conditions que son pays estimait devoir être imposées aux Talibans par la communauté internationale pour reconnaître leur gouvernement ;

- la formation d'un gouvernement inclusif, représentatif de toutes les forces politiques et des différentes minorités nationales,
- le respect d'un *corpus* minimum en matière de droits de l'homme, soulignant notamment l'importance des droits des femmes ;
- des gages en matière de lutte contre les mouvements terroristes.

Afin de parvenir à un consensus, il a estimé qu'il était préférable de s'entendre sur un nombre limité de conditions acceptables par tous.

Selon lui, le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Pakistan, la Chine et, peut-être la Russie, dont la position serait plus ambivalente, seraient prêts à travailler avec le futur gouvernement, et à le financer.

Concernant l'accueil sur le territoire ouzbek de ressortissants afghans en attente de solution de relocalisation, le conseiller a fait état des lenteurs dans l'instruction des demandes de visas des pilotes et hauts gradés de l'armée afghane par les autorités américaines. Il résulte de cette situation une réticence accrue des autorités ouzbèkes à revoir leur position à ce sujet.

## B – Préparer l'avenir

La délégation a également visité l'antenne de **Médecins sans frontières (MSF)** à Tachkent et échangé avec le chef de mission M. Andrea Fiori. Parmi les sujets abordés, le programme de lutte contre la tuberculose en Ouzbékistan et l'action de MSF en Afghanistan.

À la fin de son séjour, la délégation s'est entretenue longuement avec l'ancienne députée afghane **Farkhunda Zahra Nadheri**, exilée à Tachkent auprès de sa famille depuis la chute de Kaboul.

Membre du Haut Conseil pour la réconciliation nationale en Afghanistan, conseillère spéciale du Président afghan Ashraf Ghani en charge des relations avec les Nations unies de 2016 à 2018 et députée de la province de Kaboul de 2010 à 2015, elle a participé à trois reprises aux conférences inter-afghanes de Chantilly entre 2010 et 2012.

Elle a exposé à la délégation son analyse de la situation en Afghanistan, reconnaissant certaines erreurs commises durant la période de transition démocratique conduite sous l'égide du Président Ghani, qui auraient conduit selon elle à sa chute.

Résolument engagée pour le droit des femmes afghanes, elle envisage à terme de rentrer en Afghanistan pour y établir un dialogue avec les Talibans et accompagner la transition vers une paix durable, inclusive et respectueuse des droits humains.

## III.- Des perspectives de coopérations renforcées

### A – Avec le Parlement ouzbek

#### 1. Une feuille de route pour la coopération avec le Sénat ouzbek

La délégation a eu l'occasion de rencontrer à deux reprises ses homologues du Sénat ouzbek.

Le 31 août, à l'invitation du Sénat ouzbek, les sénateurs se sont entretenus avec le premier vice-président, **M. Sadiq Safaev**. Les discussions ont notamment porté sur la relation franco-ouzbèke et l'évolution de la situation régionale dans le contexte afghan ainsi que sur les sujets d'intérêt commun de nature à intensifier la coopération interparlementaire entre les deux pays. Il y a eu notamment un long échange de vues sur le réchauffement climatique et ses conséquences dramatiques sur la Mer d'Aral. Le premier vice-président a invité la délégation à se rendre sur place pour mesurer l'ampleur de la catastrophe climatique.



La délégation autour du premier vice-président du Sénat ouzbek, M. Sadiq Safaev

Le 2 septembre, à l'invitation du chargé d'affaire M. Brice Roquefeuil, les sénateurs ont échangé à la résidence de France, avec leurs homologues ouzbeks, M. Sadiq Safaev, premier vice-président, M. Ravshanbek Alimov, président du comité chargé des relations internationales, des relations économiques extérieures, des investissements étrangers et du tourisme, M. Erkin Gadoev, président du comité chargé du budget et des réformes économiques, membre du groupe parlementaire pour la coopération avec le Sénat français, et M. Mirbotir Mirkhamidov, sous-directeur des relations internationales. Ils sont convenus de mettre en place un programme de coopération parlementaire portant notamment sur le renforcement du contrôle de l'action du gouvernement par le parlement, en particulier dans le domaine budgétaire.

#### 2. Un Forum interparlementaire avec la chambre basse du Parlement ouzbek



La délégation avec M. Akmal Saidov, premier vice-président de la Chambre législative

Lors de sa rencontre avec le premier vice-président de la Chambre législative, M. Akmal Saidov, plusieurs pistes de coopération ont été évoquées portant sur le travail parlementaire, avec un intérêt marqué pour le contrôle de

l'action du gouvernement. Les sénateurs ont en particulier accueilli favorablement la proposition de M. Akmal Saidov d'organiser un Forum interparlementaire sur les conséquences de la crise sanitaire sur l'organisation du travail parlementaire.

### B – Avec les Gouvernorats de Khiva, Boukhara et Samarcande

La mission du groupe d'amitié s'est poursuivie en région, à Boukhara et à Samarcande, où les sénateurs se sont entretenus avec le Hokim (gouverneur) de la région de Boukhara **M. Botir Zaripov** et l'adjoint au gouverneur de Samarcande.

Les échanges ont principalement porté sur la valorisation du patrimoine, l'impact de la crise sanitaire sur l'activité touristique et les modalités de développement d'une coopération décentralisée sur ces sujets.

### C – Avec l'université de Boukhara

A Boukhara, les sénateurs ont rencontré **M. Obidjon Khamidov, recteur de l'université** pour évoquer la coopération universitaire et le développement de l'enseignement de la langue française.

Fondée en 1930, l'université compte 13 facultés et un institut, 25 000 étudiants. 1 400 professeurs, dont 34 professeurs français.

Parmi les matières enseignées, les sciences occupent une bonne place : chimie, mathématiques, biologie, économie, etc. On observe par ailleurs une internationalisation des enseignements, avec 49 professeurs étrangers qui enseignent dans toutes les matières.

L'université est en relation avec de nombreuses universités étrangères des pays voisins d'Asie centrale, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Roumanie, de Corée du Sud, des États-Unis et du Canada, et développe les échanges d'étudiants ou de professeurs via le programme « Erasmus + ». 10 300 étudiants ont choisi le français : 300 en première langue ; 10 000 en seconde langue. L'université a noué plusieurs partenariats, notamment avec l'université Rabelais à Tours, mais aussi avec la Sorbonne à Paris.

Il existe un réel dynamisme de la filière francophone avec des concours chaque mois pour les étudiants et un festival francophone de théâtre et de chant.

De la présence du département français de l'université résulte une émulation pour la région avec plus de 60 écoles qui enseignent le français dont trois qui le proposent comme première langue.

### D – Dans le domaine économique

Le 5 septembre, lors d'un petit-déjeuner de travail, la délégation sénatoriale a échangé avec plusieurs représentants d'entreprises françaises implantées en Ouzbékistan.

Tous ont fait état des opportunités d'investissement à saisir dans ce pays en pleine mutation. Les privatisations en cours y contribuent largement. Plusieurs obstacles ou difficultés gagneraient toutefois à être surmontés pour faciliter le développement des coopérations entre les deux pays.

Dans ce domaine, comme dans les autres domaines, les perspectives de coopération sont nombreuses.

#### Composition de la délégation



**M. Hervé MAUREY**  
Président du groupe  
Sénateur de l'Eure  
(Union centriste)



**M. Rachid TEMAL**  
Président délégué (Ouzbékistan)  
Sénateur du Val d'Oise  
(Socialiste Écologiste et Rép.)



**M. Louis-Jean de NICOLAY**  
Vice-président du groupe  
Sénateur de la Sarthe  
(Les Républicains)



**Mme Kristina PLUCHET**  
Membre du groupe  
Sénatrice de l'Eure  
(Les Républicains)

Composition du groupe d'amitié : [http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_556.html](http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_556.html)